



IDÉES

L'Europe improvise enfin !

Le philosophe néerlandais Luuk Van Middelaar publie une brillante analyse de dix années de crises où l'Europe a mieux tiré son épingle qu'on ne le dit. Garanti sans langue de bois eurocratique.



TÊTE À TÊTE
Charles Jaigu
cjaigu@lefigaro.fr

« Luuk van Middelaar », nom et prénom aux théâtrales voyelles surnuméraires. « Le doublement du "u" permet, en néerlandais, d'obtenir le son "u" ouvert, sinon c'est un son "u" fermé, proche du "o" », nous apprend-il. On prononcera donc « Luc », tout simplement. Luc est un philosophe néerlandais - il enseigne aujourd'hui à l'université de Leyde - qui connaît bien l'Allemagne, et la France, après être passé par les Hautes Études en sciences sociales. Mais il convient de noter que cet universitaire n'est pas seulement « en chambre », car il a aussi pratiqué de l'intérieur la vie européenne, comme plume de Herman Van Rompuy, qui présida le Conseil européen de 2010 à 2014. Ce point biographique est important, car le livre de Middelaar tire toute sa substance de son expérience directe de la politique européenne. Sa thèse postule que la « politique de la règle », celle des petits pas réglementaires, qui a été pendant soixante ans le cœur du dogme bruxellois, doit désormais être subordonnée à la « politique de la décision ». Cette dernière suppose culot, visibilité, et improvisation. Autrement dit, un passage de la compétence technique à la res-

ponsabilité politique. Qualités qui ont toujours été réprochées par les moines soldats du Berlaymont. L'intérêt général européen devait régner par le droit et la morale. Cela supposait à terme l'absorption de la politique par une sphère économique autosuffisante, non belliqueuse et prospère.

L'origine de cette conviction libérale extrême tient dans l'horreur qu'inspire l'idée même de nation et de politique après 1945 dans les élites avancées. La nation serait cette redoutable « passion » qui enfante l'« égoïsme » et bien sûr la « guerre ». Quand on est aujourd'hui un proeuropéen du XXI^e siècle - et il en reste -, on ne dit pas merci à ces croisés du « supranational », qui ont imputé les horreurs de la Seconde Guerre mondiale aux nations. C'est en effet très contestable. La nation est aussi ce qui a permis à Churchill et Staline de stopper Hitler. Et le nazisme est un biologisme racial bien plus qu'un nationalisme exacerbé. De toute manière, les nations sont là, et bien là. C'est ainsi et c'est tant mieux : il fallait en finir avec l'utopie d'un projet d'union fédérale édifiée contre les États membres.

Ce n'est pas une raison pour ne pas faire l'Europe. Mais cette fois-ci en acceptant de ne pas excommunier ceux qui la critiquent le plus, comme un Victor Orban, un Alexis Tsipras et quelques autres. « Il faut accepter la confrontation avec les grandes gueules ! », s'exclame Middelaar. Sans quoi on « tue la vie démocratique européenne ». Ou on la réduit à un



tribunal du Bien. Il faut une place dans le débat pour ceux qui proposent, à tort ou à raison, d'élargir le champ des possibles. Ce qui n'empêche pas un exercice de nécessaire lucidité et de vigilance sur les agités du bocal: « *On doit différencier le Victor Orban qui protège ses frontières du Orban qui détruit l'État de droit chez lui.* » Une position bien plus crédible que le choix fait par Macron de dénoncer en vrac les populismes européens.

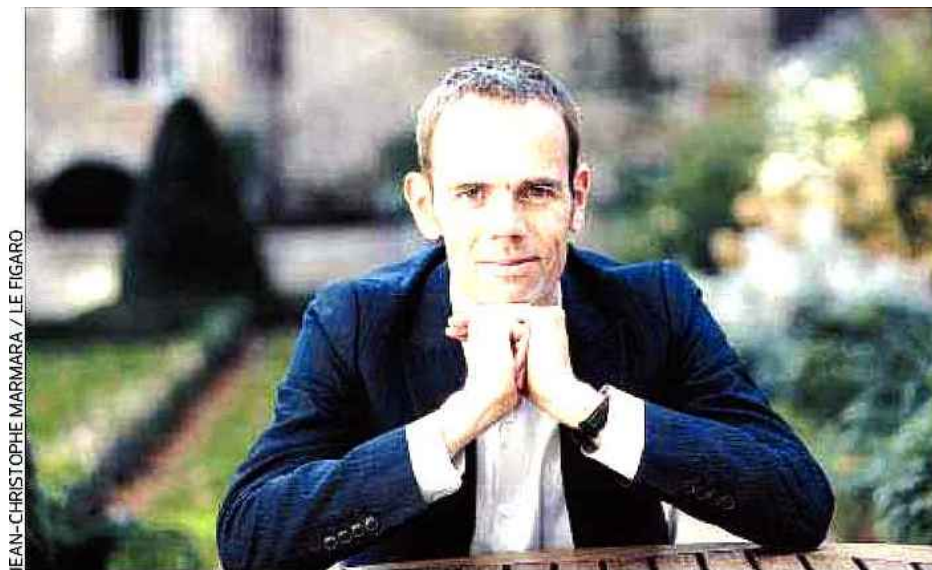
Middelaar critique le premier projet fédéraliste - celui de la Communauté européenne - parce qu'il est convaincu qu'une autre Europe est née après la crise de 2008. Une « Union » qui a été finalement capable de sortir des schémas a priori pour faire face à l'événement - c'est le style Sarkozy, grosso modo, appliqué à la Géorgie ou la métamorphose Merkel au cours de son triple mandat. L'Europe - c'est-à-dire la Françallemagne - a tâtonné, raté, puis trouvé des plans B ou Z, mais elle a survécu et elle s'est renforcée. Elle a tenu bon face à la crise bancaire de 2008, puis la crise des dettes à partir de 2010. Elle a fait face, malgré tout, aux tensions extrêmes entre l'Ukraine et la Russie. Enfin, elle ne s'est pas divisée face au Brexit. Elle a été en revanche beaucoup plus démunie face à la crise migratoire de 2015, même si elle commence à trouver ses marques. Les experts antieuropéens ont eu beau prévoir son explosion, elle n'a pas eu lieu. Au contraire, l'Europe a engagé une mue en dépit des blocages doctrinaux de la Commission européenne. « *La suffisance de la Commission est apparue notamment lors de la crise migratoire* », note-t-il. Certains mots, désormais, ne sont plus tabous, comme le thème sacrilège de frontière.

Mais ce qui a vraiment changé est plus profond, et ce livre le montre à merveille: l'Union européenne a pris conscience de sa mortalité. Depuis 2008, en effet, les crises externes ou internes la mettent comme jamais auparavant face au risque de sa disparition. Middelaar relève avec justesse que pendant longtemps l'Union européenne a vécu dans l'illusion d'incarner la fin de l'Histoire. Aucune clause de sortie n'était prévue. Il a fallu attendre le traité de Lisbonne en 2007 pour prévoir cette possibilité. Ensuite, les coups de semonce sur les dettes grecques puis italiennes (en 2011) et enfin le coup de tonnerre du Brexit ont sorti les eurocrates de leur sommeil dogmatique, eux qui pensaient

le modèle fédéral fixé pour l'éternité. Tant qu'une entité politique ne se sent pas mortelle, elle reste virtuelle. L'intuition de Middelaar, déjà développée dans un livre intitulé *Le Passage à l'Europe* (Éditions Gallimard), est que cette prise de conscience a bénéficié à un nouvel espace de négociation entre les États membres, rassemblés autour d'une même table, qui se sont découverts peu à peu coresponsables de cette entreprise commune qu'est l'Europe, parfois malgré eux. C'est en effet dans cette « *sphère du Conseil européen* » que l'essentiel se joue, et non au Parlement ou à la Commission. Le point de vue français en faveur d'une Europe agissante, formulé dès le début par de Gaulle et repris par Giscard lors de la création du Conseil européen, a pris l'ascendant par la force des circonstances.

L'Europe va pourtant mal. Mais elle est finalement plus vivante qu'aux temps de la méthode communautaire. Le devoir de faire face simultanément à la Chine, à la Russie, à la menace migratoire et à l'éloignement des États-Unis est au fond sa chance. Mais il manque, du côté de la France, la capacité d'entraîner: c'est la déception Macron. Et l'Allemagne est affaiblie par un quatrième mandat de trop d'Angela Merkel. Pourtant, c'est elle qui a opéré la mue la plus intéressante. « *L'élection de Donald Trump a été un choc pour l'Allemagne que l'on sous-estime en France* », nous dit Middelaar. Depuis 1945, la politique allemande se confondait avec les intérêts américains. « *Nous, Européens, nous devons prendre notre destin en main* », a annoncé Merkel après les déclarations tonitruantes de Trump contre l'Europe. Le fait d'envisager à Berlin une certaine marge d'autonomie stratégique est une révolution. Cela fait partie des improvisations réussies. ■





JEAN-CHRISTOPHE MARMARA / LE FIGARO

La suffisance
de la Commission
est apparue
notamment lors
de la crise
migratoire

LUUK VAN MIDDELAAR